



MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON

Volume 13 – Numéro 3 – Septembre 2011

Editorial

Notre 8ème Rencontre Internationale (RI) approche à grands pas. Celle-ci aura lieu du 20 au 25 novembre prochains à Quezon City, aux Philippines. À ce jour, nous avons reçu l'inscription de déléguées de 32 pays (dont 10 d'Afrique, 6 des Amériques, 9 d'Asie-Océanie et 7 d'Europe). En Europe et en Amérique centrale et du Sud, des réunions régionales se préparent afin que les déléguées présentes aux Philippines puissent exprimer les points de vue et propositions des pays qui ne peuvent pas se rendre à la réunion.

Nous espérons que l'apport de chacune dans les discussions sur la façon de continuer à construire notre mouvement et répondre au défis du contexte actuel. Ainsi, ce bulletin apporte une contribution en plus afin d'alimenter le débat: un regard stratégique sur la communication.

Nous continuons à recevoir des nouvelles des Coordinations Nationales que organisent des réunions de préparation de la RI mais aussi des actions publiques. En France, nous soeurs ont dénoncé l'impunité de Dominique Strauss-Kahn ; et les femmes du Pays Basque, l'assassinat de Sophie Loudette en Bayonne. Nous demandons toutes la fin de l'impunité dans la violence sexiste.

Le 12 octobre prochain, ce sera la journée de lutte contre le capitalisme, comme nous l'avons convenu lors de l'Assemblée des Mouvements Sociaux à Dakar, au Sénégal, en février dernier. Le 17 octobre marque l'anniversaire de la clotûre de notre action international dans un contexte de recrudescence de la militarisation. Nous vous invitons à profiter de ce moment pour organiser ou vous joindre à des actions publiques pour combiner action et débat dans le cadre de la préparation de notre Rencontre aux Philippines.

INTERNATIONAL

Communication: un débat stratégique pour les femmes

Les moyens de communication de masse (radio, télévision et journaux à grande diffusion) occupent une place de plus en plus importante et jouent un rôle décisif pour l'opinion publique et dans la diffusion d'idées et de valeurs. Souvent, ils ont leurs propres intérêts et ils cherchent à présenter une certaine idéologie allant ainsi à l'encontre de leur supposée « neutralité » et « objectivité ». En même temps, ils sont aux mains de grandes corporations ou de certaines familles puissantes, et ne représentent donc pas la diversité de notre société. Dans ce scénario, ceux et celles qui souhaitent débattre (via les radios communitaires ou les blogs alternatifs) sont réprimés ou sont confrontés à des obstacles économiques pour produire d'autres moyens de communication au niveau national. Les obstacles économiques rendent également difficile la production d'autres moyens de communication au niveau national. C'est sur base de ce constat que le Comité International de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), avec la participation de Bia Barbosa, militante de la MMF et aussi du Collectif « Intervezes » (mouvement qui lutte pour la démocratisation des moyens de communication) a

discuté la communication de façon stratégique lors de la réunion du 25 au 29 mars.

Bia nous a apporté des informations précieuses au sujet des médias actuels, caractérisés par la marchandisation de l'information : ceux-ci sont aujourd'hui quasi tous identiques, présentant un discours unique, et ce même s'ils présentent une apparente pluralité de moyens. Du coup, ces moyens de communication qui devaient à la base être un espace démocratique d'expression de la société sont devenus une zone autoritaire de légitimation et de diffusion de préjugés, de stéréotypes et d'inégalités sociales. En ce qui nous concerne, lorsque les médias ne renforcent pas l'idée d'un lieu et d'un rôle prédéfini pour la femme, ils la légitiment.

Ce discours unique est renforcé par une autre caractéristique intrinsèque au capitalisme : la concentration des moyens de communication au niveau mondial. Il y a dix ans, il y avait dix grandes entreprises de communication ; elles ne sont plus que cinq aujourd'hui ce qui rend leur discours plus international et commun, transmis par des agences d'informations qui alimentent les médias nationaux, comme la CNN.

Cette concentration implique aussi un changement dans le processus de production de l'information puisqu'un seul et unique matériel est utilisé pour différents médias (presse, télévision, radio, Internet), ce qui a également entraîné la réduction du nombre de travailleurs/euses dans le secteur, l'exploitation de ceux qui y restent et un contrôle toujours plus important de ce qui est publié. Cependant, aujourd'hui nous voyons surgir des voix alternatives, telles que le réseau arabe Al Jazeera, qui encourage un discours différent de celui des grands médias.

La présence des femmes dans les nouvelles

Dans ce contexte de concentration des moyens de communication et de marchandisation de l'information, la presse continue à nous présenter un monde où les hommes forment la majorité dans toutes les activités humaines, même si cela ne correspond pas à la réalité. L'étude appelée *Qui figure dans les nouvelles?*^[1], publiée en 2010, montre que si la tendance actuelle se poursuit, il faudra encore attendre 40 ans avant d'atteindre un équilibre hommes-femmes. Cette étude, qui a lieu tous les cinq ans, a analysé la représentation hommes-femmes dans la presse de 108 pays.

L'étude nous montre ainsi que, dans la presse écrite, 24% seulement des intervenants sont des femmes. Entre 2005 et 2010, la présence des femmes a augmenté mais uniquement dans certains domaines, tels que sciences et santé (passant de 22 à 32%), ce qui représente en fait un pourcentage bien faible de l'information totale. En général, un tiers des informations traitent de politique et de gouvernance, et dans ces domaines, la présence des femmes ne représentent que 14% des articles. Et même là où elles constituent la majorité, comme dans l'éducation par exemple, les hommes sont plus représentés: 70% des personnes interrogées étaient des professeurs masculins. On parvient aux mêmes conclusions en analysant les personnes interviewées dans les domaines de la santé (69%), le droit (83%) et la recherche scientifique (90%). Les femmes ne sont majoritaires que dans deux cas: l'entretien de la maison (dans ce cas, 72% des personnes interrogées sont des femmes) et les enquêtes estudiantiles (54% de femmes).

L'étude montre aussi que lorsque la personne interrogée est une femme, il y a deux fois plus de chances pour que son âge soit mentionné et quatre fois plus de chances pour que sa relation familiale soit mentionnée. L'image de la femme est aussi plus importante que celle des hommes: dans un tiers des cas, pour toutes les personnes interrogées, la photo de la femme domine, face à un faible 15% pour les

hommes. En général, dans 16% des cas, les femmes sont présentées comme des victimes alors que les hommes victimes ne représentent que 5%.

Le problème des inégalités de genre est un thème qui n'apparaît que dans 6% des informations: en Amérique Latine, on en parle plus que dans d'autres parties du monde (avec une multiplication par trois de ces informations entre 2005 et 2010). Dans l'ensemble, 46% des articles ne font que renforcer les stéréotypes sur les femmes au lieu de les remettre en question. La situation n'est différente que si ce sont des journalistes féminines qui écrivent: dans ce cas-là, il y a de plus grandes chances d'avoir un point de vue féminin et une réelle remise en question des préjugés.

Dans le débat suivant la présentation de Bia, il a été soutenu que la femme est aujourd'hui plus présente dans la presse mais comme image et non comme protagoniste active de l'information. Ainsi, au Mexique par exemple, les femmes sont commentatrices de spectacles, de journaux... mais toujours en compagnie d'un homme et toujours dans le cadre de nouvelles qui expliquent les comportements violents envers les femmes comme étant des dommages collatéraux. Le langage non-sexiste est également absent. Toutes ces données nous mènent à la conclusion que les moyens de communication de masse renforcent la vision patriarcale envers les femmes en minimisant leur travail et en renforçant la division sexuelle du travail, essentielle au capitalisme.

Démocratiser la communication

L'augmentation de la méfiance et le développement d'une vision critique envers les moyens de communication de masse sont des phénomènes récents partout. Dans les mouvements, il y a une réelle prise de conscience (bien que lente) du rôle négatif que jouent les médias dans la lutte des femmes et des peuples et de la nécessité de lutter pour leur démocratisation afin de parvenir à une plus grande diversité d'opinions, venant de tous les segments de la société (noires, indigènes, de différentes orientations sexuelles, de personnes handicapées, de secteurs de gauche...). L'augmentation des moyens « alternatifs », comme les radios communautaires et les possibilités communicatives d'Internet ont largement contribué à la diffusion d'idées pour que notre message puisse parvenir à l'ensemble de la société.

Face à l'industrie culturelle et à la concentration des moyens de communication de masse, notre lutte, conjointement à la lutte pour la liberté d'expression, gagne chaque jour un peu plus de terrain. Il n'est pas suffisant de défendre publiquement nos points de vues et nos revendications si la liberté de notre discours n'est pas totalement garantie dans les moyens de communication.

^[1] Disponible en castillan, anglais, français et arabe sur le site web : www.whomakethenews.org

Le droit à la communication en comprend trois autres : le droit à la connaissance, à la discussion et à la communication de contenus (non seulement d'informations journalistiques mais aussi de fictions et de publicités). Depuis toujours, les mouvements s'organisent afin d'informer de leurs luttes mais ce genre d'informations n'est souvent diffusé qu'au sein même du mouvement ou au sein de la société civile organisée. Dans la plupart des pays, le droit de diffuser des contenus via les moyens de communication de masse n'est pas garanti. Ceux-ci sont encore et toujours les plus influents en terme de formation de l'opinion publique, les valeurs et la culture des peuples. Au Mali par exemple, en plus de devoir payer pour que les moyens de communication (privés ou étatiques) couvrent telle ou telle activité du mouvement, il faut aussi assurer l'alimentation et le transport des professionnels de la presse. C'est la raison pour laquelle, il est essentiel de lutter pour le droit à la communication ce qui implique, dans certains pays, que l'État garantisse des politiques d'accès, de production et de diffusion alors qu'ailleurs, il faudra faire face à la censure étatique.

En Amérique Latine par exemple, on lutte fortement pour transformer les lois qui régulent le secteur de la communication. Le progrès le plus récent a eu lieu en Argentine, où la Loi de l'Audiovisuel garantit aujourd'hui qu'un tiers de l'espace occupé par les médias doit être réservé à la communication communautaire, ce qui va permettre aux mouvements sociaux de diffuser leurs calendriers et leurs luttes. Dans de nombreux pays européens et nord-américains, où le droit de diffuser l'information existe déjà, cela veut aussi dire lutter pour ne pas reculer et pour qu'on aille encore plus loin en ce sens. Dans des pays comme la France, l'Angleterre, le Québec ou la Suisse, l'État finance de moins en moins la communication publique et laisse au marché le devoir d'informer et d'assurer la liberté d'expression.

Durant le débat, il a également été expliqué comment le mouvement investit temps et énergie afin de sensibiliser les journalistes (via des communiqués, conférences de presse, bureaux de communication, publication d'études...). Et même comme ça, les luttes d'intérêt public font face à la résistance des propriétaires des médias qui empêchent la diffusion de ces calendriers, afin de préserver leurs affaires privées ou ne pas entrer en conflit avec d'autres puissants groupes, parmi-lesquels groupes religieux, co-propriétaires du média. Ce fut le cas au Pakistan par exemple, où les efforts pour montrer dans les médias les différents aspects de la violence envers les femmes (harcèlement sexuel, inégalités salariales...) ont donné lieu à une émission à scandale qui confrontait violeur et violée. C'est aussi au Pakistan que des organisations de droits humains ont organisé une conférence de

presse pour présenter un rapport de 7.000 disparus (enfants et adultes) avec le témoignage de 200 femmes. Une centaine de journalistes étaient présents ainsi que de nombreux moyens de communication, mais par la suite, rien ne fut publié : le sujet avait été censuré par la direction des médias.

Il y a des exceptions, les Philippines par exemple, où les journalistes critiques peuvent encore publier des articles d'intérêt public dans les grands médias.

Au Brésil, on aborde différemment et de façon plus positive les moyens locaux de communication de masse, qui tendent à être plus proches des femmes que nous souhaitons toucher, en opposition à la couverture médiatique nationale.

Les médias dans la criminalisation des mouvements.

Lors des différentes interventions du CI, les moyens de communication de masse ont toujours jouer un rôle important dans la diffusion de préjugés et la criminalisation des luttes menées par les mouvements sociaux. Au Québec, on voit de plus en plus apparaître les « radios poubelles », capables de réunir 50 000 personnes pour exiger la construction d'un centre sportif mais sur base d'intérêts et d'actions en faveur de la privatisation des services publics et critiquant les mouvements qui réclament un meilleur salaire ainsi qu'une éducation et des soins de santé plus accessibles. Ils mettent en avant, par exemple, les « masculinismes » en créant des informations sur des hommes victimes de violence de la part de leur épouse. De plus, il y a une limitation de l'action des professionnels les plus critiques : leurs émissions sont censurées quand elles vont à l'encontre des intérêts des plus puissants et les journalistes sont encouragés à démissionner s'ils ne traitent pas des sujets demandés par le média.

Les radios publiques n'échappent pas à cette influence selon la priorité et l'orientation des partis politiques. Les gouvernements conservateurs ont tendance à diminuer l'aide attribuée aux programmes qui encouragent l'analyse et la réflexion, pour maintenir les programmes de distraction. Un autre élément commun aux médias, est l'exploitation de façon négative des priorités des mouvements. Au Québec par exemple, on peut voir la ministre de la condition féminine (du parti conservateur) affirmer que la MMF n'est pas représentative des femmes car, selon elle, elle ne traite que de la réalité des femmes le plus pauvres et non des professionnelles.

Défis des féministes

Réfléchir à l'image que nous voulons donner aux médias est un défi. Nous pouvons diffuser un message mais nous n'avons aucune idée de la façon dont celui-ci sera reçu et transformé. En général, les grands moyens de communication font appel à des personnalités, des experts, des célébrités et cela va à l'encontre des

principes du féminisme et de nombreux autres mouvements, qui souhaitent mettre en avant l'horizontalité, l'égalité et le collectivisme ; et où les problèmes sont sociaux et non individuels. Cette stratégie des grands médias finit donc par exclure les féministes de ces canaux.

Les inégalités de genre sont également fort présentes dans les médias de communication alternatifs et publics qui fonctionnent souvent de façon non-démocratique et où contenus et participation des femmes ne valent pas mieux que dans les moyens commerciaux. À ceci s'ajoute le manque de moyens financiers : en général, la majeure partie du travail de ces médias est volontaire, sur base de peu de ressources matérielles et humaines et il est donc difficile de maintenir une programmation permanente, avec une production d'information régulière et des formats accessibles à l'audience, en mesure de concurrencer les moyens de communication de masse.

Un autre de nos défis est de faire pression sur les différents médias afin que ceux-ci utilisent un langage non-sexiste avec une perspective de genre et interprètent le monde d'une autre façon. À tout ceci s'ajoutent les initiatives de monitoring sur la façon dont les moyens de communication traitent les femmes, et les initiatives d'analyse des programmes afin de voir si on y retrouve notre vision du monde.

Mais on ne peut négliger le fait qu'en Amérique Latine, et principalement dans les années 80, c'est en travaillant avec les médias et la communication en général qu'une partie des féministes s'est institutionnalisée (grâce au soutien de fondations nord-américaines) afin d'utiliser un outil soi-disant « plus efficace » que le travail direct avec les femmes. Il y a eu une réorientation à partir des intérêts des agences envers cette « efficacité ». Et c'est ce que la MMM a changé, en mettant en avant la subversion de cette situation et en utilisant directement la mobilisation des femmes (bien que, comme nous l'avons mentionné, les moyens de communication ne transmettent pas l'impact réel de ces actions)

“Mets-le sur ton mur, pas sur Facebook!”

Un autre défi auquel doivent faire face les mouvements est celui d'accroître l'utilisation des moyens digitaux disponibles sur Internet (emails, listes, blogs, skype...) Il existe une division digitale qui est réelle en Afrique mais aussi en Europe et en Amérique du Nord. Certaines féministes refusent d'utiliser d'autres outils que l'email.

La critique qui existe est basée sur le sentiment de plus en plus courant que ces outils, tels que les réseaux sociaux (Twitter, Facebook), nous immobilisent et prennent la place de nos actions dans la rue. Et on ne dit rien chaque fois qu'un appel à la mobilisation organisé via les réseaux sociaux échoue. Les

révolutions en Tunisie et en Egypte nous montrent que ces moyens de communication n'organisent pas les luttes en elles-mêmes mais aident plutôt à amplifier et organiser un travail préexistant. Par contre, occuper l'espace public par des manifestations, des graffitis, des banderoles, des « batucadas » sans en demander l'autorisation, nous permet d'être visibles d'une façon bien plus efficace. Ainsi, nous acceptons que c'est un défi d'utiliser les réseaux sociaux, mais de façon critique, en gardant à l'esprit leurs limites et leurs risques.

Que faire?

Quand nous pensons à la communication, la première chose à laquelle il faut penser est à son amplification et à l'organisation de notre mouvement. Il nous faut unir nos forces et poursuivre les actions qui soutiennent notre lutte. En ce sens, la communication est un élément essentiel à notre organisation, elle nous permet d'échanger nos idées entre nous mais aussi avec la société, sans devoir dépendre des moyens de communication de masse.

Nous devons continuer à produire nos discours et à communiquer via nos propres moyens (bulletins, sites WEB, listes d'intercommunication, moyens audiovisuels...) que l'on considère comme « moyens alternatifs ». C'est la raison pour laquelle il est également important de développer de nouvelles possibilités pour que les femmes puissent également produire, sous le format qu'elles désirent, des textes ou contenus, aidées par des organisations qui font déjà ce type de travail. En même temps, il nous faut aussi penser à comment organiser notre discours, décider des contenus, du format... afin d'encourager la discussion avec la société. Cela veut dire qu'on ne peut pas simplement décider de se passer des moyens de communication de masse, mais il faut réfléchir à quand et comment agir avec eux afin d'éviter des pertes de temps, d'argent et d'énergie.

Dans les efforts de communication, nous devons penser avant tout au public que nous voulons viser par nos actions car nous pourrions ainsi déterminer des stratégies d'action différenciées quel que soit le moment ou le type de canal utilisé (Internet, radio, presse écrite, télévision, etc.). Dans le cas de réseaux sociaux, étant donné qu'il s'agit de réseaux construits sur base d'une logique individuelle, nous devons réfléchir de façon collective aux stratégies à adopter afin de pouvoir mettre l'accent sur celles-ci.

Marcher au rythme du plus lent est un principe de base pour le travail de communication interne de la MMF. On ne peut pas s'enfermer dans une structure virtuelle trop compliquée, qui demanderait un accès à Internet 24h/24 alors que beaucoup de femmes de la MMM n'ont pas d'accès continu. L'évènement de clôture de la Troisième Action Internationale en République

Démocratique du Congo nous a appris beaucoup de choses à ce sujet, alors que nous étions confrontées aux difficultés que rencontrent les femmes africaines pour communiquer entre elles et avec le reste du monde. Tout ceci a des répercussions concrètes, comme le fait que pour nous, il ne suffit pas d'envoyer un email et attendre une réponse. Il faut appeler par téléphone, prévenir de l'importance du message, etc.

Pour l'ensemble des mouvements sociaux, il nous faut aussi assumer la lutte pour la démocratisation des moyens de communication afin que ceux-ci ne restent pas aux mains des professionnels et des spécialistes. Cette lutte signifie déprivatiser l'espace médiatique afin de le rendre public pour que les droits de chacun et chacune soient visibles et soient ainsi plus facilement assurés. Durant l'assemblée du le Droit à la Communication, qui a eu lieu lors du Forum Social Mondial de Dakar, des mouvements du monde entier ont réaffirmé leur plan d'action et leurs engagements

Octobre: mois de mobilisation internationale !

Des journées d'action mondiale marquent le mois d'octobre, quand les mouvements sociaux du monde entier manifestent dans les rues pour protester et rejeter un système basé sur l'oppression des peuples, et plus particulièrement des femmes, et de la nature. Les moments clés de la mobilisation sont:

- **7 octobre:** Journée de lutte pour le Travail Décent
- **8-15 octobre:** Semaine d'Action contre la Dette et les Institutions Financières Internationales (IFI)
- **12 octobre:** Journée de lutte contre le capitalisme / Journée mondiale pour les droits de la nature / Cri des Exclues et Exclus (en Amérique latine)
- **15 octobre:** Journée de la Femme Rurale / Anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara, un symbole dans la lutte contre le colonialisme en Afrique / Journée d'action internationale pour une véritable démocratie, maintenant!

communs dans cette lutte. Pour lire la déclaration de cette assemblée, cliquez sur :

<http://www.ciranda.net/fsm-dacar-2011/article/el-derecho-de-informar-y-ser>

Et finalement, à l'interne, il nous faut aussi élargir notre vision critique envers les moyens de communication et leur démocratisation afin de préparer et de motiver les Coordinations Nationales à réfléchir sur base des données et informations présentées mais aussi sur base de leurs expériences concrètes. Beaucoup de militantes de la MMF ne se méfient pas encore assez des moyens de communication. Ce fut le cas lorsque celles-ci prirent pour argent comptant la version de la chaîne britannique BBC, qui attestait que l'action portait d'une initiative de Olive Kabenge Kabila, épouse du président de la RDC, et non d'une initiative de notre organisation.

- **16 octobre:** Journée de la Souveraineté Alimentaire
- **17 octobre:** Journée Internationale de la Lutte pour l'Élimination de la Pauvreté,

La date du 12 octobre a été retenue pour symboliser la journée de lutte contre le capitalisme dans le cadre de l'Assemblée des Mouvements Sociaux, réalisée lors du Forum Social Mondial 2011 à Dakar, Sénégal. Cliquez pour lire la déclaration de l'Assemblée :

http://www.marchemondiale.org/alliances_mondialis-ation/asamblea-movimientos-sociales/declarations/dakar2011/fr

Veillez également nous envoyer des nouvelles d'actions et d'autres activités auxquelles la MMF de votre pays participe durant le mois d'octobre à l'adresse suivante: info@marchemondiale.org

AMÉRIQUES

Cuba : Le monde meilleur vers-lequel nous allons doit être toujours plus féministe.

Interview avec Tamara Columbié, représentante de la Fédération des Femmes Cubaines et coordinatrice du chapitre national de la Marche Mondiale des Femmes.

Emancipation de la femme, lutte pour ses droits, et égalité des genres, ont été les principaux objectifs de la Fédération des Femmes Cubaines (FMC) depuis ses débuts. Depuis le 23 août 1960, cette organisation joue un rôle crucial dans les changements qui ont lieu à Cuba en faveur des femmes.

Ses 51 ans arrivent dans un contexte nouveau. A partir du 6ème Congrès du Parti Communiste, célébré en avril dernier, le pays a pris une nouvelle direction dans le



Activité de la MMF à Cuba. 2011

but d' "actualiser la politique économique et améliorer

le niveau de vie de la population". Avec tout ceci, différentes transformations structurelles et organisationnelles sont en train de se mettre en place. D'un point de vue productif, on commence à voir apparaître des alternatives de travail, liées au coopérativisme, à l'association de petits agriculteurs et agricultrices, aux activités de la terre mises en usufruit, au travail à leur propre compte, etc.

La FMC et d'autres institutions envisagent maintenant d'agir pour que cette initiative ne devienne pas le «point faible» des femmes mais plutôt une possibilité pour que celles-ci puissent continuer à réinventer le socialisme.

Avec Tamara Columbié, nous avons discuté de l'insertion des cubaines dans ce processus de changement et la nécessité de lutter contre l'immobilisme. Dans ses réponses, elle a souligné l'importance du mouvement féministe international et la solidarité entre les femmes qui construisent ce monde meilleur vers-lequel nous allons.

P : Quel sont les impacts des changements actuels de la politique économique du pays sur les femmes cubaines ?

TC : La première chose qu'il convient de noter, c'est que les changements qui ont lieu aujourd'hui ont pour but le perfectionnement de notre système. Ce processus apparaît dans un contexte de nombreuses avancées pour femmes cubaines, aussi bien au niveau juridique, économique, social et familial. Le taux de chômage des femmes est bas. Le pays compte plus de 1 million et demi de femmes qui travaillent ; dont 46,7% dans le secteur étatique civil. Elles représentent également 66% des métiers professionnels et techniques. La réserve laborale féminine possède au moins neuf niveaux d'instruction (après l'enseignement secondaire), et nombreuses sont celles qui possèdent des connaissances techniques ou ont un emploi. Il y a une bonne préparation .

Les principes humanistes, qui intègrent et ne discriminent pas, à partir desquels s'est construit le modèle économique de Cuba et qui est aujourd'hui en train de se créer, représente la volonté du gouvernement de continuer à promouvoir le développement et les droits humains en terme d'égalité comme le veut la constitution.

Il existe un processus de modification (aussi bien normatif que fonctionnel) et la FMC participe activement dans les décisions qui sont prises, avec la participation d'autres organisations qui s'occupent aussi de thèmes en lien avec les droits des femmes comme la ANAP, l'organisation des paysans et paysannes, la Centrale des Travailleuses et ses syndicats, l'Union National des Juristes, l'Union des Journalistes, celle des écrivains, les organisations juvéniles, etc. Parmi celles-ci, nombreuses sont celles

qui font partie de la Coordination Nationale de la Marche Mondiale des Femmes.

Dans les débats des Comités de la Fédération à tous les niveaux et dans les Conseils de Direction des Organismes Centraux de l'Etat, nous faisons des évaluations périodiques sur la promotion de la femme, dans le but d'identifier les acquis et les difficultés qui persistent afin de continuer à travailler pour une plus grande présence féminine dans des postes de direction et de prise de décision, principalement ceux qui ne dépendent pas de la volonté électorale mais bien de la désignation.

Dans ce sens, quels sont les nouveaux défis auxquels la FMC doit faire face et les organisations qui travaillent pour les droits des femmes ?

Pour nous, cela implique en premier lieu, sensibiliser les femmes afin qu'elles puissent accéder à différents types d'emplois, et ensuite, être particulièrement attentifs aux situations qui demandent un traitement spécial, comme les mères célibataires, représentant dans un certain sens, des cas sociaux.

Ce que je veux dire c'est que la FMC est très active quand il y a des modifications de la législation laborale, lorsque des politiques afin de réduire les emplois sont appliquées et qu'il devient nécessaire d'être vigilants pour que les critères de sélection soient justes et ne soient pas influencés par des points de vue subjectifs qui discriminent les femmes.

La FMC doit être en contact permanent avec les bases. Et en ce moment, les différentes instances au niveau national, provincial et municipal, ont visité un large pourcentage des 76 000 organisations de base dans-lesquelles on retrouve environ 4 200 000 d'affiliées à notre organisation, afin de connaître leur avis et canaliser leurs intérêts.

Quelles sont les initiatives à mettre en place pour réduire les inégalités de genre avec les nouvelles mesures et les alternatives d'emploi proposés, la plupart traditionnellement assumés par les hommes.

Le Plan d'Action National de Suivi de la Conférence de Pékin, l'Accord du Conseil d'Etat de la République de Cuba de 1997, qui comprend 90 mesures en faveur des femmes dans tous les domaines et qui doivent être acquis par tous les Organismes de l'Administration Centrale de l'Etat, sont des outils essentiels.

Mais le processus de modification des modèles socioculturels de conduite des hommes et des femmes, en ce qui concerne les préjugés et les pratiques discriminatoires envers les femmes sont issus de l'éducation que reçoivent les enfants depuis leur plus jeune âge, aussi bien à l'école qu'à la maison et c'est la raison pour-laquelle il existe, dans le Système National de l'Education, des objectifs et contenus qui contribuent à la formation de modèles de conduite contre la discrimination. Parfois, la transmission de modèles sexistes a lieu à la maison et c'est la raison

pour laquelle le travail de conscientisation des Maisons d'Orientation pour les Femmes et la Famille est si importante.

D'un autre côté, bien que les cubaines soient de plus en plus présentes dans des secteurs traditionnellement masculins, elles continuent d'être majoritaires dans certaines spécialisations où elles ont toujours été plus présentes. Il y a des changements importants qui ont eu lieu, comme dans le domaine des Sciences Economiques qui est historiquement plus du ressort des hommes au niveau mondial et qui s'est féminisé de façon progressive dans notre pays jusqu'à atteindre 68% de femmes sur le total des inscriptions.

En ce moment, nous insistons sur le suivi du soutien de notre organisation aux femmes qui ont besoin d'un

emploi, particulièrement les jeunes qui arrêtent leurs études, et nous travaillons pour qu'on ne les oublie pas dans les offres d'emploi non traditionnels pour les femmes. Avec le Ministère de l'Education, nous aussi promovons une plus grande orientation vocationnelle afin d'incorporer les jeunes femmes aux métiers de technique moyen et ouvrier qualifié, dans les mêmes conditions et possibilités que les jeunes hommes. (...)

Cliquez ici pour lire la suite de l'interview:
<http://www.marchemondiale.org/structure/cn-groupes/ameriques/cuba/2011/entr092011/fr/>

En Amérique du Sud, les femmes luttent lors de formations ou directement dans la rue !

En **Argentine**, la Marche Mondiale des Femmes développe depuis le mois de juillet des activités d'échange, de débat et la préparation d'actions. Elles ont défini quatre axes principaux pour les rencontres à venir. Le premier



porte sur le travail des femmes et a eu lieu le 11 août. Elles y ont abordé les thèmes de la législation, la division sexuelle du travail, l'autonomie économique, la discrimination envers les femmes jeunes ou plus âgées sur le marché de travail et le faux semblant d'égalité. La légalisation de l'avortement a été la question principale de la deuxième rencontre, le 1^{er} septembre. Et les prochaines auront pour thèmes : la militarisation, les biens communs de la nature et la violence envers les femmes.

Afin de préparer au mieux ces moments, les femmes des différents groupes qui participent à la MMM en Argentine se répartissent le travail. Dans les réunions elles discutent aussi de la préparation de la 8^{ème} Rencontre Internationale de la MMF aux Philippines, du jugement contre les transnationales, etc. Pour en savoir plus sur les rencontres précédentes, cliquez sur: <http://www.marchemondiale.org/structure/cn-groupes/ameriques/argentine/2011> (en espagnol).

Au **Brésil**, 1.200 militantes de la MMF, venues de tout le pays, se sont jointes à 70 000 autres femmes lors de la 4^{ème} édition de la Marche das Margaridas qui a eu lieu les 16 et 17 août, à Brasilia. L'action était organisée par le mouvement syndical des travailleuses rurales du Brésil et elle porte ce nom en hommage à la travailleuse rurale et leader syndical Margarida Maria Alves, qui a lutté contre l'exploitation, pour les droits des

travailleurs et travailleuses ruraux, contre l'analphabétisme et pour la réforme agraire avant d'être assassinée par des propriétaires d'usine de la province de Paraíba, le 12 août 1983.

L'acte de clôture de la marche a pu compter sur la participation de la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, qui a annoncé que des mesures seraient prises en réponse au cahier des revendications des femmes paysannes, en rapport avec la santé, le développement, l'inclusion productive, l'accès à la terre et la lutte contre la violence en milieu rural. Parmi ces mesures, la construction d'unités basiques de santé fluviales, un plan de prévention de santé pour les personnes exposées aux agro-toxiques et des mesures pour améliorer la situation économique des paysans, telles que l'augmentation de la limite de vente des produits de l'agriculture familiale pour le



Programme National de l'Alimentation à 200 000 reals par famille et du crédit pour les femmes. La co-titularité des terres dérivées de la réforme agraire ou comprise dans le programme de crédit des terres, ainsi que la création de centres de documentation pour les femmes rurales en Amazonie, font aussi partie des mesures annoncées.

Des questions importantes du cahier des revendications doivent encore être traitées. Parmi celles-ci, l'actualisation des taux de productivité de la terre, le crédit rural pour les femmes avec l'aval du gouvernement fédéral et la régulation de l'utilisation des agro-toxiques. La présidente a également annoncé

la création d'un groupe interministeriel pour la poursuite du dialogue. Pour plus d'informations (en portugais): www.contag.org.br/hotsites/margaridas/

Au **Chili**, la MMM s'est joint à quelques mille personnes dans la rue pour exiger un changement de fond dans un Chili marqué par des inégalités profondes. Les moteurs de ces mobilisations étaient des étudiants secondaires et universitaires, qui, depuis trois mois, luttent au sein d'un mouvement social puissant qui est parvenu à réunir et politiser une grande partie de la société chilienne.



Ces 24 et 25 août a eu lieu le premier arrêt de travail national, suite à l'appel de la Centrale Unitaire des Travailleurs, CUT, et avec le soutien du mouvement étudiant qui a participé aux

mobilisations. À cette occasion, près de 400 000 personnes de tout le pays se sont réunies.

Ce qui, à l'origine, était un combat contre le profit dans le domaine de l'éducation, s'est transformé en un combat contre les inégalités structurelles du Chili, apparues ces dernières années suite à la mise en place, durant la dictature, d'un néolibéralisme féroce. La proposition des étudiants est claire: garantir constitutionnellement la gratuité de l'éducation et la démocratisation du système éducatif supérieur. Le gouvernement a déjà présenté trois propositions mais celles-ci ne satisfont pas les demandes des étudiants qui souhaitent un changement structurel.

Cette lutte pour un pays plus démocratique et égalitaire a pu compter sur le soutien transversal de la société: travailleurs, écologistes, féministes, autochtones, paysans, travailleurs du cuivre, tous soutiennent les étudiants. Cliquez pour lire la version intégrale de l'article sur les mobilisations, écrit par Rocío Alorda, militante de la MMM Chili (en espagnol): www.movimientos.org/show_text.php3?key=19722

ASIE

Pakistan: La société civile contre le terrorisme

La situation politique du Pakistan se dégrade de jours en jours avec la présence de Talibans et de terroristes qui depuis avril 2011, ne font qu'intensifier leurs actions. Dans la ville de Karachi, qui est le centre industriel du Pakistan, toute l'activité économique est bloquée. En cinq mois, 1400 innocents ont été assassinés pour des raisons ethniques ou politiques. Rien qu'en août, 220 personnes ont été assassinées et 1400 voitures brûlées.

Chaque année, 80% du revenu total du pays y est produit. Des gens de toutes les provinces viennent s'y installer pour le travail et les affaires. La plupart d'entre eux vit dans des quartiers pauvres. Mais aujourd'hui la ville est aux mains de terroristes tuant des innocents, détruisant l'activité économique, visant les petits commerçants et créant un climat de peur et d'instabilité dans les zones les plus pauvres.

Les activités terroristes ont démarré quand de gros capitalistes du secteur textile, pétrolier et sucrier, mais aussi des industries minières australiennes et chinoise, ont voulu s'emparer de l'industrie et détruire l'économie du pays afin de fragiliser les petits commerçants et pour cela, ils se sont unis à des partis politiques et religieux et à des groupes mafieux qui propagent la violence dans la ville. Ces partis ont divisé la ville sur base ethnique et ont créé des « zones interdites ». Si quelqu'un d'un autre groupe y pénètre, il se fait tuer par les terroristes. Ils portent des armes et les utilisent très librement, sans restriction. Le gouvernement pakistannais ne parvient pas à contrôler la situation, il ne parvient pas à assurer la

sécurité au public et les autorités administratives n'arrêtent pas les coupables.

Dans les zones où la population est visée, la plupart des gens est illettrée et occupe un emploi précaire. Les familles ont entre 5 et 8 enfants et les femmes travaillent à domicile. Nombreux pères de famille ont été assassinés et les femmes sont aujourd'hui les seules responsables des enfants. Quelques femmes travaillent dans des usines des vêtements ou de plastique mais ne peuvent se rendre sur leur lieu de travail à cause de la violence et des grèves dans les transports. Nombreux patrons ont d'ailleurs du fermer leur usine pour une durée indéterminée. Le nombre de femmes veuves et d'enfants orphelins est en augmentation et la plupart vit en-dessous du seuil de pauvreté.

En réaction à ce problème, la MMF ainsi que d'autres organisations et mouvements de la société civile se sont réunis les 18 juillet à Karachi pour discuter de la situation de la ville et lutter contre le terrorisme. Quatre organisations de femmes sont également venues pour présenter la situation des femmes. Finalement, ils ont décidé de visiter ces zones et encourager les familles des victimes, leur promettant tout le soutien dont elles ont besoin. Suite à la conférence, un groupe a été formé: « Les citoyens concernés de Karachi », faisant appel aux humanistes, intellectuels, docteurs, femmes activistes, avocats pour leur demander de joindre leurs efforts afin de réinstaurer la paix et sauver des innocents menacés par des assassinats sélectifs. « Nous avons aussi demandé au gouvernement de désarmer la ville, nous

avons manifesté avec les victimes, organisé une conférence de presse et visité les zones où les assassinats ont lieu. Les femmes y vivant ont peur pour leurs enfants, elles demandent à être protégées, elles nous ont confié 'nous vivons en paix avec nos voisins, nous ne faisons pas de différence ethnique' », selon

Saleha Athar, de la MMF Pakistan. Les réunions de la plateforme continuent d'avoir lieu toutes les semaines. Pour lire le rapport complet, réalisé par Saleha, cliquez sur : <http://www.marchemondiale.org/structure/cn-groupes/asi-oceanie/pakistan/082011/fr>

EUROPE

Le camp des jeunes féministes: un reel succès!

Le campement européen de Jeunes Féministes de la Marche Mondiale des Femmes s'est achevé sur une grande fête le samedi 16 juillet 2011 à Terreblanche, près de Toulouse. Pendant 8 jours, une soixantaine de jeunes féministes de 10 pays d'Europe ont partagé leur quotidiens et échangé sur leurs situations et luttes respectives. Des jeunes femmes du Portugal, de Galice, du Pays Basque, de France, de Belgique, de Suisse, de Macédoine, de Roumanie, de Pologne et d'Arménie étaient présentes, de même qu'une jeune québécoise, et des femmes migrantes de plusieurs pays d'Amérique Latine. Se retrouver entre jeunes femmes, féministes actives en Europe, leur auront permis de partager leur combat et leurs réflexions, leurs visions de l'avenir et leurs stratégies de lutte.



La première journée a été consacrée à l'organisation de la vie collective dans ce campement auto-géré, avec douches solaires et toilettes sèches, et cuisine collective. Les trois jours suivants ont vu se dérouler des ateliers thématiques proposés par les participantes. On a pu ainsi échanger autour de l'auto-défense féministe, réfléchir à comment survivre en milieu masculin, parler des jeunes femmes et de la précarité, des lesbiennes dans le mouvement féministe, mais aussi se mettre en scène lors d'un théâtre-forum et s'intéresser à l'auto-gestion des menstruations. Ces trois jours d'ateliers, de même que les échanges informels permanents entre les filles, ont permis de mieux se connaître. L'écriture d'un texte commun de jeunes féministes d'Europe a ainsi été possible grâce à ces échanges.

Le vendredi 15 juillet, le groupe s'est rendu à Toulouse pour une manifestation dynamique, où l'énergie et la

force des échanges ont pu s'exprimer publiquement. Slogans en trois langues, danses et chants ont donc rythmé la manif, sous l'oeil étonné des toulousains et vacanciers. Le dernier jour, les habitants de la région étaient invités à venir échanger autour du développement du mouvement féministe, et des moyens de le rendre plus inclusif et plus

populaire, sous la forme d'un débat public ouvert. Un concert et une grande fête ont vu nos jeunes féministes danser jusqu'après l'aube.

Cette première initiative d'organisation des jeunes féministes de la Marche Mondiale des Femmes est un grand succès! Ces jeunes femmes ont appris à se connaître et ont renforcé leur motivation à lutter pour un monde meilleur, à changer la vie des femmes dans leurs pays, en lien avec des jeunes féministes d'autres pays. La formalisation d'un réseau, sous la forme d'un site internet, est en préparation, tandis que la volonté d'organiser un autre campement l'année prochaine dans un autre pays a été maintes fois exprimée. Au niveau français aussi, des liens ont été créés entre jeunes féministes de différentes villes, réunies derrière l'analyse et la proposition politique de la Marche Mondiale des Femmes. Le groupe Jeunes MMF à Paris, à l'origine de l'organisation du campement, reprendra ses activités à la rentrée. Toutes les jeunes féministes sont invitées à rejoindre ces initiatives! Nous sommes en marche, tant que toutes les femmes ne seront pas libres!

Une vidéo de la manifestation du 15 juillet :

<http://www.youtube.com/watch?v=kyNUPNrpjDA>

L'adresse du groupe Jeunes MMF à Paris : mmfjeunes@gmail.com

Le **Bulletin de Liaison** est un bulletin édité par le Secrétariat International (SI) de la Marche Mondiale des Femmes, et distribué par courriel électronique. **Coordonnées** : Rua Ministro Costa e Silva, 36 • Pinheiros, São Paulo, SP • Brasil • 05417-080 • Tel : +55 11 3032-3243 • Fax : +55 11 3032-3239 • E-mail : info@marchemondiale.org • Siteweb : <http://www.marchemondialedesfemmes.org>
Collaborations dans cette édition : Alessandra Ceregatti, Clara Carbutar, Miriam Nobre, Miriela Fern[andez, Rocío Alorda, Saleha Athar. **Traduction et révision**: Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge, Chloé Derasse, Laurel Clausen, Miriela Fernández **Photos**: Archives du SI MMF

Pour **recevoir** ce bulletin, veuillez envoyer un courriel à info@marchemondiale.org avec le sujet « Adhésion bulletin ». Pour **annuler** votre adhésion, veuillez envoyer un e-mail à info@marchemondiale.org avec le sujet « Annulation adhésion bulletin ».